Miao CHI, Olivier DARD, Béatrice FLEURY, Jacques
WALTER, dirs, *La Révolution culturelle en Chine et en
France*

Paris, Riveneuve Éd., 2017, 378 pages

Véronique Magaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/12873>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.12873

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 361-365

ISBN : 978-2-8143-0519-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Véronique Magaud, « Miao CHI, Olivier DARD, Béatrice FLEURY, Jacques WALTER, dirs, *La Révolution culturelle en Chine et en France* », *Questions de communication* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/12873> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.12873>

dimension tragique, qui paraît insurmontable. Et l'exil philosophique ne comporte aucune part de tragique. Très peu ne sont pas marqués par les années d'exil. De nombreux écrivains vivent leur exil avec nostalgie, parfois ils éprouvent des souffrances très pénibles qui influencent leur style de vie et leur façon de percevoir l'écriture. Le retour est aussi particulièrement éprouvant pour certains d'entre eux. Il faut recommencer à reprendre ses marques dans le pays d'origine. Certains ont gardé des liens forts avec leur terre natale. D'autres réussissent même à trouver, dans leur nouveau pays d'adoption, une reconversion professionnelle intéressante qui correspond à leurs compétences.

Ainsi ce recueil propose-t-il de multiples points de vue intéressants sur l'exil. Les figures étudiées sont des références mondiales de la littérature ou de la philosophie. Malgré une analyse très fine, la question de l'exil reste indéterminée quant à l'influence qu'elle a pu avoir dans les œuvres passées en revue. Il est indéniable que l'exil possède des conséquences psychologiques et que certains ouvrages à tonalité autobiographique soit marqués par ce thème. Mais des ouvrages philosophiques souvent neutres ne se trouvent pas influencés par la vie personnelle de leurs auteurs. L'exil et l'errance ont un point commun que beaucoup possèdent et ils ont bien entendu enrichi de nombreuses pages consacrées à cette période noire.

Agnès Felten
Université d'Anvers
agnes.felten@gmail.com

Miao CHI, Olivier DARD, Béatrice FLEURY, Jacques WALTER,
dirs, *La Révolution culturelle en Chine et en France*
Paris, Riveneuve Éd., 2017, 378 pages

L'ouvrage collectif *La Révolution culturelle en Chine et en France* dirigé par Miao Chi, Olivier Dard, Béatrice Fleury et Jacques Walter, rassemble dix-neuf contributions de chercheurs d'horizons disciplinaires divers et met en perspective deux regards – l'un intérieur, l'autre extérieur – pour revisiter la Révolution culturelle chinoise. Ces relectures de l'événement privilégient l'objectivité en se concentrant sur les faits, en recourant à l'explication causale, ou en mettant en regard des parcours de vie ou des œuvres littéraires et artistiques. De fait, elles sont exemptes de médiations théoriques comme si ce retour sur le politique voulait éviter tout prisme, forcément partiel et partiel. En effet, le contenu de l'ouvrage à la lecture duquel se dessinent quatre grandes parties s'attache à rester au plus près des faits, qu'il s'agisse de la genèse, des effets, des retombées ou du traitement ultérieur de cette révolution. Il contraste de fait fortement avec l'illustration

de la première de couverture représentant une affiche de l'époque maoïste instillant l'élan et l'enthousiasme aux masses pour la révolution communiste.

Les cinq premiers articles traitent de la genèse et des effets de la Révolution culturelle et du retour de mémoire. Ainsi l'article inaugural de Weihua Bu, « L'origine et l'expansion du mouvement des Gardes rouges en Chine » (pp. 27-40), rend-il compte du contexte qui a favorisé la naissance des Gardes rouges : un enseignement très idéologique où priment la lutte des classes et le modèle héroïque, le culte de la personnalité de Mao et une uniformisation des comportements du quotidien instillée par la propagande communiste via les médias. Les Gardes rouges, constitués autour d'un groupe d'élèves de l'École secondaire annexe de l'université Tsinghua, se feront connaître en adressant à Mao un ensemble de récriminations à l'encontre de leur lycée et en accusant le directeur de l'école sur un journal mural, mettant ainsi le feu aux poudres et bénéficiant bientôt du soutien indéfectible de Mao.

C'est aux rôles du Comité du Parti de l'université Fudan dès les premiers mois de la Révolution culturelle que Guangyao Jin (pp. 41-54) s'intéresse : rôle discret de purge d'agents « bourgeois et réactionnaires » à ses débuts, puis attaque ouverte contre les « opposants » via les journaux muraux sous la houlette du groupe créé à cet effet, Lance à franges rouges, composé d'étudiants et de professeurs. Accusé par une partie des étudiants, le Comité renonce petit à petit au pouvoir et la purge menée par les étudiants s'étend aux cadres de l'université et aux membres du Comité alors que les Gardes rouges s'emparent du contrôle de l'université.

Au-delà des études de cas, la lecture critique de la Révolution culturelle que propose Jisheng Yang (« Voie, théorie, système. Mes réflexions sur la Révolution culturelle », pp. 55-67) tente d'établir la genèse de cet événement et d'en montrer les conséquences sur la société chinoise d'aujourd'hui. Pour l'auteur, Mao en a été l'ordonnateur en encourageant la population à s'opposer à la « classe de bureaucrates » ou fonctionnaires, qu'il souhaitait affaiblir mais non supprimer au risque de mettre en cause l'État. Si cette révolution a définitivement discrédité le communisme aux yeux de la population, si elle a favorisé l'émergence d'un système juridique encore fragile, elle n'a pas supprimé les privilèges et la corruption des fonctionnaires et de leur parentèle, grands vainqueurs de la Révolution. L'économie de marché qui a suivi n'a pas inversé la tendance en favorisant l'enrichissement des hommes du pouvoir et avec un gouvernement aux manettes.

À partir d'entretiens et de témoignages écrits, Peidong Sun (pp. 69-83) montre également que, malgré la Révolution, la lecture chez les jeunes instruits recoupe leur origine sociale. Alors que les enfants d'ouvriers et ceux issus de la classe moyenne disposent de livres rouges et de recueils de poésie ancienne, les enfants issus de milieux intellectuels et de cadres ont davantage recours aux lectures clandestines se rapportant à différentes disciplines, aidés dans leur approvisionnement par des instructeurs politiques issus de l'armée, et rendues possibles lors de pratique du Tàjjiquan.

Si les recherches sur la Révolution culturelle en Chine dès les années 80 privilégient une approche critique des événements, celles des années 90 après Tian'anmen seront assujetties à la propagande politique, favorisant ainsi une recherche indépendante dont l'historien Shu He nous livre un état des lieux (pp. 85-108). Cette recherche indépendante, regroupant de nombreux acteurs témoins des événements et retraités dans les années 2000, et n'ayant pas accès aux archives officielles, s'appuie sur divers types de documents de l'époque (journaux, revue des organisations communistes, enquête auprès de témoins, journaux intimes, comptes rendus de réunion, rapports, tracts, objets). Outre les embûches matérielles, financières et politiques, cette recherche souffre d'après l'auteur d'un manque de rigueur face aux lacunes documentaires et de positionnements partisans, reproduisant les luttes de faction de l'époque étudiée.

Quatre autres articles portent sur le cinéma relayant la Révolution culturelle et approché comme vecteur de propagande et lieu de confrontations idéologiques. C'est dans cette première perspective que Di Wu (pp. 109-127) appréhende la période maoïste à travers son cinéma et met au jour les éléments récurrents et stéréotypés de ces films de fiction, comme les trois topiques suivantes : la lutte des classes, l'évocation des souffrances passées et du bonheur présent, célébration et fidélité à Mao, dont les variations tiennent au référent contextuel mobilisé (le milieu ouvrier, agricole, scolaire) et formatant des générations futures à des modes de pensées manichéens reflétant « l'esprit de la Bande des quatre » (p. 119). Ce cinéma révolutionnaire présente également une évolution de la narration : mise en scène d'un chef rétrograde, tenant d'une conception productiviste et non marxiste, puis mise en scène de complots fomentés par un « capitaliste » et un chef complice, dans le droit fil de la lutte contre le révisionnisme. Quant aux personnages, ils représentent l'homme nouveau, surdoué, perspicace et guerrier, aux compétences plurielles, et pourvu du sens du sacrifice pour la cause maoïste.

C'est moins autour de questions sémiotiques que Kristian Feigelson (pp. 129-152) interroge deux films de fiction engagés traitant de la période maoïste que de questionnement sur le réel historique. Alors que *La Chinoise* de Jean-Luc Godard (1967) s'empare de l'idée maoïste d'allier théorie et pratique pour rompre avec un cinéma commercial et faire du cinéma un outil révolutionnaire, *La dialectique peut-elle casser des briques ?* de René Viñet (1973) met dos à dos toutes formes d'aliénation, qu'elle soit communiste ou capitaliste. Pour l'auteur, ces rendez-vous manqués avec l'Histoire procèdent du clivage de l'époque entre, d'un côté, une élite intellectuelle acquise à la cause maoïste et au regard partial et, de l'autre, une culture populaire où le comique le dispute aux stéréotypes à l'encontre de la Chine maoïste.

Pour sa part, Vincent Lowy (pp. 153-165) confronte deux autres films sur la Chine, *Chung Kuo, la Chine* de Michelangelo Antonioni de 1974, peu complaisant à l'égard du régime et accusé par la Bande des quatre de distordre la réalité, et celui de Joris Ivens et Marceline Loridan-Ivens *Comment Yukong déplaça des montagnes* de 1976 qui, à l'inverse, promeut la Révolution culturelle. Le contraste procède d'un réel très circonscrit dans ce dernier où prime l'effervescence communicative, tandis que la caméra de Michelangelo Antonioni privilégie le hors-champ et traque les dessous et les non-dits d'une Chine que l'on ne veut pas montrer, si bien que c'est dans cet entre-deux que peut émerger une vérité historique.

Quant à François Audigier (pp. 167-182), il voit dans le film *Les Chinois à Paris* de Jean Yanne de 1974 à la fois une critique du régime maoïste et des maoïstes français assimilés aux Vichystes. S'il s'agit de railler le caractère totalitaire du régime à travers sa rhétorique marxiste-léniniste, la dictature des masses, la délation, l'autocritique et la rééducation politique, le parallèle établi entre les maoïstes français et les collaborateurs est à mettre sur le compte d'un retour de refoulé concernant le rôle et la servilité d'une France collaborationniste pendant la Seconde Guerre mondiale longtemps occultés par la lecture officielle d'une France résistante. Le film connaît une campagne de dénigrement avec appels au boycott et actes d'agression dans les cinémas tandis que la presse de gauche appelle au poujadisme, ce qui trahit, pour l'intellectuel Dominique de Roux, le diktat idéologique d'une certaine gauche sur les médias et les Arts.

L'appropriation de la Révolution culturelle est également le fait des organisations politiques en France et révèle ainsi les positionnements politiques vis-à-vis du maoïsme comme le montrent les sept contributions suivantes.

Mathieu Rémy (pp. 183-196) retrace l'évolution de la référence maoïste et de celle de la révolution culturelle au sein des mouvements étudiants léninistes-marxistes, et de sa redéfinition à la lumière des revendications de la révolution culturelle de mai-juin 1968. Face aux tensions sino-soviétiques et au diktat stalinien du Parti communiste français (PCF), l'Union des étudiants communistes connaît des défections, se rassemblant dans l'Union des jeunes communistes dont certains membres, davantage tournés vers le situationnisme et la répression morale dans les universités, créeront plus tard le groupe Vive la révolution. Mao y perd progressivement de son attrait pour lui préférer une « politique du palier » par le biais de l'expression individuelle, œuvrant pour une émancipation individuelle et générale plus proche de la *free press* américaine.

Marion Fontaine (pp. 197-211) sonde les maoïstes de l'époque de la Révolution culturelle, étudiants et intellectuels, qui se sont rendus dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais et y ont mené des actions propagandistes, de défense des mineurs et de dénonciation des accidents liés à une course à la rentabilité, et allant jusqu'à former des tribunaux populaires, à portée plus symbolique que ceux mis en place en Chine. Ils n'y ont toutefois pas réussi à mobiliser les mineurs du fait d'après l'auteur d'une présence trop courte dans la durée, d'actions trop spectaculaires et d'une branche en récession.

De son côté, Érik Neveu s'attelle aux usages qui sont faits de la Révolution culturelle dans les productions des divers groupes maoïstes en France (pp. 213-229). Celle-ci symbolise d'une part la lutte permanente contre l'institutionnalisation d'un parti au bénéfice d'une classe dominante et la reproduction des rapports de pouvoir. Elle représente d'autre part la lutte sur le terrain de la superstructure, liée à la contestation des autorités symboliques et des évidences normatives et culturelles et à l'émergence de nouvelles critiques sociales que sont l'écologie et le féminisme. Enfin, la Révolution culturelle fait écho à la contestation des polarisations isomorphes aux rapports de pouvoir (*i.e.* ville/campagne, intellectuels/manuels, dirigeants/masse). D'après l'auteur, ces usages attestent que la Révolution culturelle ne se réduit pas à une lutte d'appareils ni à une historiographie événementielle ou comptabilisatrice de martyrs mais est aussi portée par une mobilisation qui fait sens pour les acteurs et témoigne d'une « dynamique de l'événement irréductible à l'action mécanique de causes comme au génie stratégique d'un protagoniste » (p. 227).

Kaixuan Liu (pp. 231-245) s'intéresse à l'Association des amitiés franco-chinoises (A AFC) et à son évolution de 1952 à 1981 au gré des bouleversements qu'a connus la Chine. Contrôlée par le PCF, l'Association vise à ses débuts à donner une image positive du régime maoïste, à appuyer une reconnaissance diplomatique de la République populaire de Chine (RPC), ainsi qu'à redorer l'image du communisme ternie par les événements de Pologne et de Hongrie. Puis, face au conflit sino-soviétique et au positionnement prosoviétique de Maurice Thorez, alors secrétaire général du PCF – ses activités sont de fait au point mort –, l'Association est investie par une direction maoïste dont les prétentions exclusivement politiques vont primer entre 1963 et 1966. Par la suite, la volonté de Pékin de s'allier à l'Occident face à la menace soviétique favorise la multiplication des comités de l'Association tout en essayant d'élargir l'adhésion à un public plus large que ceux acquis à la cause. Accusée de suivisme face à son alignement sur l'arrestation de la Bande des Quatre, l'Association connaît des défections notoires et se libère petit à petit de la tutelle pékinoise et du militantisme maoïste dès les années 80.

Quelle(s) lecture(s) les deux mouvements trotskystes de l'époque, le Secrétariat unifié de la IV^e internationale (QISU) et Lutte ouvrière (LO), proposent-ils de la Révolution culturelle ? Le premier, nous dit Hugo Melchior (pp. 247-265), s'est inscrit en faux contre la version officielle du Parti communiste chinois (PCC), adhérant plutôt à la version de Simon Leys qui voyait dans cet événement une réaction de Mao face à son éviction du pouvoir compte tenu de l'échec de sa politique du Grand bond en avant. Au-delà de cette usurpation d'un pouvoir resté bureaucratique, le QISU a vu une jeunesse acquise au rudiment de la politique et de fait susceptible à terme de mener une véritable révolution. À cette thèse, LO lui oppose celle d'une lutte de classe, entre un parti « petit-bourgeois » s'attirant le soutien des étudiants et lycéens et la classe ouvrière dont Mao souhaitait mater l'insubordination.

Gilles Richard (pp. 267-278) s'interroge sur ce qui a poussé sept jeunes giscardiens à se rendre en Chine en juillet 1976. À partir de leur carnet de voyage paru l'année suivante sous le titre *La Vie en jaune*, de la présentation de leur livre à Apostrophe et à partir d'entretiens en 2016 avec trois des expéditionnaires, l'auteur met au jour les intérêts des deux parties à ce rapprochement : d'une part, géostratégique pour la Chine voyant dans son alliance avec l'Europe un moyen de contrecarrer l'expansionnisme soviétique ; d'autre part, politique du côté de Génération sociale et libérale (GSL) qui comptait avoir une envergure internationale et, qui, sensible à la glorification du travail et de la nation et

aux dissensions internes, a également senti les prémisses d'une productivité future. Cette rencontre a également dessiné les carrières politiques de ces giscardiens et leurs relations économiques futures avec la Chine dont les camps d'internement et de travail n'ont pas été condamnés comme l'a été son pendant en URSS, fait remarquer à juste titre l'auteur.

C'est autour des écrits de deux figures de la droite radicale qu'Olivier Dard (pp. 279-292) met au jour des positionnements différents face au maoïsme et à la Révolution culturelle. Suzanne Labin considère que la reconnaissance de la Chine populaire par De Gaulle fait peser une menace sur l'Occident ainsi que son expansion concomitante au moyen d'une propagande subversive et en introduisant l'opium pour détruire les sociétés occidentales. Alain de Benoist, quant à lui, salue une conception de la guerre inspirée de l'autrichien Carl von Clausewitz et s'inscrit dans le relativisme absolu de la Nouvelle Droite consistant à soutenir la cause des peuples et à critiquer la notion d'Occident. Des positionnements divergents – indexés sur la politique extérieure de l'époque, les réactions au tiers-mondisme, le rejet de l'Occident, les luttes internes de la droite radicale – mais qui restent mineurs par rapport à l'anticommunisme soviétique.

Les trois dernières contributions, contrairement aux précédentes, ont en commun de s'intéresser à des parcours maoïstes singuliers et de mettre en exergue la palingénésie politique qu'ils ont favorisée. Miao Chi (pp. 293-311) aborde ainsi la Révolution culturelle sous l'angle de ses morts en rendant compte du travail de l'historien Shu He visant à établir, à l'instar des victimes de la Shoah, une liste des victimes des affrontements de Chongqing de 1966-68, où les Gardes rouges l'emportent dans un premier temps sur les autorités, puis s'affrontent à leur faction dissidente, les Rebelles. Le corpus, composé à partir des rubriques décès des journaux de l'époque, des hommages aux martyrs et des informations biographiques recueillies sur les stèles du cimetière de la région dédié aux victimes et auprès des visiteurs, s'est constitué également grâce au concours d'historiens, des participants eux-mêmes, dans un travail de recoupement d'informations incessant. Quant au sens d'une telle démarche, 50 ans après les événements, il est à mettre sur le compte d'une volonté de contre-propagande et d'établissement d'une mémoire collective face à une confiscation de l'Histoire par le gouvernement chinois.

Jacques Walter (pp. 313-344) s'interroge sur le sens que prend la Révolution culturelle dans les récits de soi, sur l'intrication entre Histoire(s) et histoire personnelle, à

partir des écrits de trois femmes ayant en commun leur origine juive, leur expérience de déportée ou d'enfant de déportés, et leurs séjours en Chine populaire. Ainsi, les accointances pro-chinoises et le passé maoïste d'Annette Wiewiorka ont fini par faire écho à l'entreprise totalitaire dont elle-même et ses ascendants avaient été victimes, cette expérience politique se transmutant de fait en engagement scientifique pour comprendre les régimes totalitaires. Jacques Walter voit dans l'œuvre de Suzanne Citron le même élan messianique à l'égard de la Chine maoïste que celui développé lors de l'expérience à Drancy, face au désenchantement du stalinisme, la Révolution culturelle s'accordant à ses engagements ultérieurs contre les colonisations et les gagnants de l'Histoire. À travers les films qu'ils ont réalisés, Marceline Loridan-Ivens et son mari ont soutenu la Révolution culturelle, en ce qu'elle pouvait changer les rapports entre les hommes. Dans *Ma vie Balagan* (avec E. D. Inndiak, Paris, R. Laffont, 2008), Marceline Loridan-Ivens revient sur cet épisode de sa vie, son désenchantement face aux exactions, sans toutefois perdre de son intérêt pour la Chine qu'elle apprécia à l'aune de ses traits culturels qu'elle rapproche de la culture juive, contribuant à une palingénésie identitaire.

Enfin, Béatrice Fleury (pp. 345-366) établit un parallèle entre l'engagement militant de Jean-Luc Einaudi, décédé subitement en 2014, et ses recherches ultérieures sur la guerre d'Algérie. Loin de se dédire comme d'autres anciens maoïstes, Jean-Luc Einaudi a su tirer parti de son militantisme maoïste au sein du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), qu'il quitte en 1982, en restant fidèle à son « projet d'investir des terrains sensibles avec une visée dénonciatrice » (p. 355) et, en particulier, aux formes d'exclusion, sociale et mémorielle. Alors qu'il est salué par la presse généraliste comme le pourfendeur du colonialisme, l'hommage des proches reconnaît en lui le chercheur et son statut de non-historien comme garant de quête de vérité.

L'intérêt des recherches compilées dans cet ouvrage – dont plusieurs réalisées par des chercheurs chinois qui ne sont pas dans l'orthodoxie idéologique – est d'avoir posé un objet commun et de montrer comment il est appréhendé cinquante ans plus tard de part et d'autre en le mettant en perspective avec les crises politiques et sociales du moment. Ces contributions témoignent également que le retour de mémoire vient toujours inquiéter et réinterroger l'Histoire. Si le sens de la révolution y est saisi entre réel et symbolique, les éléments agissants ne se réduisant pas au seul contexte ni à la manipulation d'un seul, comme le fait remarquer Érik Neveu, il est sans doute aussi à recomposer en tenant compte des imaginaires, se construisant, comme

le concevait Paul Ricoeur (*Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*, Paris, Éd. Le Seuil, 1986), dans la conflictualité entre deux pôles : l'idéologie, tendant au maintien et à la reproduction de l'ordre social, ébranlée au contact de l'utopie, tendant à sa subversion et à sa transformation, celle-ci étant entre autres nourrie par un besoin de dignité et de reconnaissance-reprise d'une place dans l'Histoire. En ce sens, il est à saisir dans une dialectique entre réel, symbolique et imaginaires.

Véronique Magaud

Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3
magaudv@yahoo.fr

Rodolphe CHRISTIN, Philippe GODARD, Jean-Christophe GIULIANI et Bernard LEGROS, *Le Travail, et après ?*
Montréal, Éd. Écosociété, 2017, 112 pages

Ce petit livre invite à envisager un avenir sans travail, sans travail pour tous, une fiction qui pourrait devancer la réalité, comme l'explique l'introduction qui fait référence à *Trepalium* (p. 9). Dans cette série télévisée française, la société est divisée en deux : 80 % de la population survivent « sans travail » tandis que 20 %, de l'autre côté d'un mur bien gardé, s'inscrivent dans une servitude volontaire, acceptant un « travail » qui leur permet de rester du bon côté. Autre élément de cadrage : les débats sur le revenu universel ou le revenu de base, médiatisés en France lors de la dernière campagne présidentielle, dans un contexte de chômage qui caractérise négativement le pays en comparaison avec les autres membres de l'Union européenne, n'ont pas seulement porté sur les logiques de solidarité ou de devoir des sociétés envers les citoyens, mais ont aussi mis en évidence les conséquences de l'évolution du travail, alors que la robotisation et l'automatisation transforment les environnements professionnels.

Les quatre textes de l'ouvrage s'inscrivent dans cette perspective : le « travail » n'est pas « un absolu tombé du ciel » (p. 10) et ne peut pas être assimilé à un ensemble d'activités librement choisies, il s'agit d'un phénomène de civilisation, indissociable de monde « de la production et de la surproduction », « de la consommation et de la surconsommation », ce qui n'est plus considéré comme possible, notamment pour des raisons « écologiques » (p. 11).

Dans le premier texte, « Après le travail » (pp. 13-42), Rodolphe Christin propose une discussion sur le « mot-valise » travail qu'il s'agit d'envisager selon « les cultures et les époques » (p. 17). Le « travail salarié et la norme généralement admise – soit occuper en permanence un emploi pour gagner sa vie – sont battus en brèche par

l'évolution de la société » (pp. 18-19). Comme le plein-emploi est un « mythe saturé », il faut donc « repenser la place du travail dans la société » (p. 19), en particulier du fait même de l'évolution de la robotisation. L'auteur explicite assez peu les concepts de travail, emploi, métier, activité, et l'analyse est assez classique : le travail est non seulement en raréfaction, mais il génère aussi des « frustrations destructrices » (p. 22). C'est que, comme dans *Trepalium*, il n'y aura bientôt plus « d'emplois salariés décents pour tout le monde » (une affirmation qu'il s'agirait de démontrer). De plus, comme la « valeur travail » est en voie de disparition, le « travail » ne sera plus un intégrateur social, une structuration de la vie collective (p. 23). Cette analyse est loin d'être nouvelle : pour Jeremy Rifkin (*La Fin du travail*, trad. de l'américain par P. Rouve, Paris, Éd. La Découverte, 1997 [1995]) et Dominique Méda (*Le Travail. Une valeur en voie de disparition ?*, Paris, Flammarion, 1995), le travail, qui fonde l'appartenance économique et sociale, donc constitutif de la société et du lien social, est en transformation, voire en disparition dans sa forme dominante actuelle. Pour autant, avec cette mutation annoncée, le travail peut ne pas disparaître, mais changer radicalement, et il est évidemment légitime de s'interroger sur sa finalité, dans sa forme actuelle comme à l'avenir éventuel.

Alors que faire ? Rodolphe Christin invite le lecteur à revenir sur l'histoire du capitalisme et du travail salarié. Avec la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), « imposture » (p. 25), « posture politique » (p. 30), « les entreprises institutionnalisent [...] leurs propres normes au nom de l'intérêt général » (p. 32). Grâce à cette nouvelle dimension morale, « le management remplace la politique » (p. 33).

En plus de la précarité, la culpabilité guette alors les chômeurs. Plus le modèle du travail salarié s'épuise, plus la précarité augmente et l'auteur termine le premier chapitre avec un développement sur le nécessaire revenu permettant à chacun « de pouvoir vivre sereinement une existence sobre » (p. 39), un « revenu d'existence » (p. 41) dans le cadre d'une « nouvelle configuration », mettant l'accent sur l'autonomie de chacun, les « savoir-faire manuels et l'autoproduction » (p. 39) et une réévaluation des technologies, car « la machine déshumanise le travail et rend l'homme accessoire » (p. 40). Il s'agit d'un « changement culturel d'ampleur » susceptible de délivrer les sociétés « des affres d'une soumission marchande sans frontières ni limites » (p. 42).

Pour sa part, Jean-Christophe Giuliani fournit des éléments pour « comprendre comment les cadres et les classes moyennes [...] acceptent d'abandonner